

Les périodes d'interruption complète et partielle de la carrière professionnelle peuvent seulement être prises par périodes d'un mois minimum et trois mois maximum, consécutives ou non.

Est isolé au sens de présent article, l'agent qui habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

En cas d'application de l'alinéa 8 du présent article, l'agent isolé fournit en outre la preuve de la composition de son ménage au moyen d'une attestation délivrée par l'autorité communale et dont il ressort que l'agent, au moment de la demande, habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

Pour chaque prolongation d'une période d'interruption complète et partielle de la carrière professionnelle, l'agent doit à nouveau suivre la même procédure et introduire la ou les attestation(s) requise(s) en vertu du présent arrêté royal. »

Art. 7. Le présent arrêté est applicable à toutes les demandes introduites à partir de sa date d'entrée en vigueur.

Art. 8. Nos Ministres de l'Emploi et de la Fonction publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.

Loi du 10 août 2001, *Moniteur belge* du 15 septembre 2001.

Arrêté royal du 19 novembre 1998, *Moniteur belge* du 28 novembre 1998.

Arrêté royal du 26 mai 1999, *Moniteur belge* du 11 juin 1999.

Arrêté royal du 10 juin 2002, *Moniteur belge* du 27 juin 2002.

Arrêté royal du 12 décembre 2002, *Moniteur belge* du 25 décembre 2002.

De perioden van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking kunnen enkel worden opgenomen met perioden van minimum één maand en maximum drie maanden, aansluitend of niet.

Onder alleenstaande in de zin van dit artikel wordt verstaan de ambtenaar die uitsluitend en effectief samenwoont met één of meerdere van zijn kinderen.

Ingeval van toepassing van het achtste lid van dit artikel moet de ambtenaar bovendien het bewijs leveren van de samenstelling van zijn gezin door middel van een attest dat wordt afgeleverd door de gemeentelijke overheid en waaruit blijkt dat het personeelslid op het moment van de aanvraag uitsluitend en effectief samenwoont met één of meerdere van zijn kinderen.

Voor iedere verlenging van een periode van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking dient de ambtenaar dezelfde procedure te volgen en de door dit koninklijk besluit vereiste attest(en) in te dienen. »

Art. 7. Dit besluit is van toepassing op alle aanvragen die worden ingediend vanaf de inwerkingtreding ervan.

Art. 8. Onze Minister van Werk en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.

Wet van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 15 september 2001.

Koninklijk besluit van 19 november 1998, *Belgisch Staatsblad* van 28 november 1998.

Koninklijk besluit van 26 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 11 juni 1999.

Koninklijk besluit van 10 juni 2002, *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 2002.

Koninklijk besluit van 12 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 25 december 2002.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2007 — 631

[C - 2007/12042]

18 JANVIER 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 105, § 1^{er}, remplacé par la loi du 26 mars 1999 et modifié par la loi du 10 août 2001;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations, notamment les articles 10, 11, 12 et 13 modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 3 novembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 février 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 17 février 2006;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 20 juillet 2006;

Vu le Protocole n° 154/5 du Comité commun à l'ensemble des services publics, en date du 20 octobre 2006;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2007 — 631

[C - 2007/12042]

18 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 105, § 1, vervangen bij de wet van 26 maart 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, inzonderheid op de artikelen 10, 11, 12 en 13 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 3 november 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 3 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 17 februari 2006;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 20 juli 2006;

Gelet op het Protocol nr. 154/5 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten, op datum van 20 oktober 2006;

Vu l'avis n° 41.888/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Emploi et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les articles 10, alinéa 1^{er}, et 11, alinéa 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations, les mots « un quart, un tiers » sont supprimés.

Art. 2. L'article 11 du même arrêté, est complété comme suit :

« En cas de maladie grave d'un enfant âgé de 16 ans au plus, la période maximale de l'interruption complète de la carrière professionnelle visée à l'alinéa 6 du présent article est portée à 24 mois et la période maximale d'interruption partielle de la carrière professionnelle visée à l'alinéa 7 du présent article est portée à 48 mois lorsque cet agent est isolé.

Les périodes d'interruption complète et partielle de la carrière professionnelle peuvent seulement être prises par périodes d'un mois minimum et trois mois maximum, consécutives ou non.

Est isolé au sens de présent article, l'agent qui habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

En cas d'application de l'alinéa 10 du présent article, l'agent isolé fournit en outre la preuve de la composition de son ménage au moyen d'une attestation délivrée par l'autorité communale et dont il ressort que l'agent, au moment de la demande, habite exclusivement et effectivement avec un ou plusieurs de ses enfants.

Pour chaque prolongation d'une période d'interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle, l'agent doit à nouveau suivre la même procédure et introduire la ou les attestation(s) requise(s) en vertu du présent arrêté royal. »

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. § 1^{er}. Afin de prendre soin de son enfant, l'agent en activité de service a droit à un congé parental de :

— soit une période de trois mois d'interruption complète de la carrière professionnelle comme prévu à l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales; au choix de l'agent, cette période peut être fractionnée par mois;

— soit une période de six mois d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle comme prévu à l'article 102 de la loi susmentionnée, lorsqu'il est occupé à temps plein; au choix de l'agent, cette période peut être fractionnée en périodes de deux mois ou un multiple de ce chiffre;

— soit une période de quinze mois d'interruption de la carrière professionnelle à raison d'un cinquième comme prévu à l'article 102 de la loi susmentionnée, lorsqu'il est occupé à temps plein; au choix de l'agent, cette période peut être fractionnée en périodes de cinq mois ou un multiple de ce chiffre.

§ 2. L'agent a la possibilité dans le cadre de l'exercice de son droit au congé parental de faire usage de différentes modalités prévues au paragraphe 1^{er}. Lors d'un changement de forme il convient de tenir compte du principe qu'un mois d'interruption complète de la carrière professionnelle est équivalent à deux mois d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle et équivalent à cinq mois d'interruption de la carrière professionnelle à raison d'un cinquième. »

§ 3. L'agent a droit au congé parental visé au présent article :

— en raison de la naissance de son enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son sixième anniversaire;

Gelet op het advies nr. 41.888/1 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk en Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de artikelen 10, eerste lid en 11, tweede lid van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, vervallen de woorden « een vierde, een derde ».

Art. 2. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« Ingeval van zware ziekte van een kind dat hoogstens 16 jaar oud is, wordt, wanneer de ambtenaar alleenstaand is, de maximumperiode van de volledige loopbaanonderbreking bedoeld in het zesde lid van dit artikel uitgebreid naar 24 maanden en wordt de maximumperiode van de gedeeltelijke loopbaanonderbreking bedoeld in het zevende lid van dit artikel uitgebreid naar 48 maanden.

De periodes van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking kunnen enkel worden opgenomen met periodes van minimum één maand en maximum drie maanden, aaneensluitend of niet.

Onder alleenstaande in de zin van dit artikel wordt verstaan de ambtenaar die uitsluitend en effectief samenwoont met één of meerdere van zijn kinderen.

Ingeval van toepassing van het tiende lid van dit artikel moet de ambtenaar bovendien het bewijs leveren van de samenstelling van zijn gezin door middel van een attest dat wordt afgeleverd door de gemeentelijke overheid en waaruit blijkt dat de ambtenaar op het moment van de aanvraag uitsluitend en effectief samenwoont met één of meerdere van zijn kinderen.

Voor iedere verlenging van een periode van volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking dient de ambtenaar dezelfde procedure te volgen en de door dit koninklijk besluit vereiste attest(en) in te dienen. »

Art. 3. Artikel 12 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. § 1. Om voor zijn kind te zorgen heeft de ambtenaar in dienstactiviteit recht op een ouderschapsverlof van :

— hetzij een periode van drie maanden volledige onderbreking van de loopbaan zoals bedoeld bij artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen; deze periode kan naar keuze van de ambtenaar worden opgesplitst in maanden;

— hetzij een periode van zes maanden halftijdse onderbreking van de loopbaan zoals bedoeld in artikel 102 van voornoemde wet, wanneer hij voltijds is tewerkgesteld; deze periode kan naar keuze van de ambtenaar worden opgesplitst in periodes van twee maanden of een veelvoud hiervan;

— hetzij een periode van vijftien maanden onderbreking van de loopbaan met één vijfde zoals bedoeld in artikel 102 van voornoemde wet wanneer hij voltijds is tewerkgesteld; deze periode kan naar keuze van de ambtenaar worden opgesplitst in periodes van vijf maanden of een veelvoud hiervan.

§ 2. De ambtenaar heeft de mogelijkheid om bij het opnemen van zijn ouderschapsverlof gebruik te maken van de verschillende modaliteiten vermeld in paragraaf 1. Bij een wijziging van opnamevorm moet rekening worden gehouden met het principe dat één maand volledige loopbaanonderbreking gelijk is aan twee maanden halftijdse loopbaanonderbreking en gelijk is aan vijf maanden loopbaanonderbreking met één vijfde.

§ 3. De ambtenaar heeft recht op het bij dit artikel bedoelde ouderschapsverlof :

— naar aanleiding van de geboorte van zijn kind tot het kind zes jaar wordt;

— dans le cadre de l'adoption d'un enfant, pendant une période de 4 ans qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme faisant partie de son ménage, au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où l'agent a sa résidence, et au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit au congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

§ 4. La condition du sixième ou huitième anniversaire doit être satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental.

§ 5. L'agent qui a déjà bénéficié de l'une ou l'autre forme de congé parental pour l'enfant concerné avant qu'il n'ait acquis le statut d'agent, ne peut plus bénéficier pour le même enfant des dispositions du présent article.

§ 6. La procédure de demande est identique à celle prévue pour l'obtention d'une interruption de carrière complète ou à mi-temps. Par demande une seule période ininterrompue de congé parental peut être demandée. »

Art. 4. Dans le même arrêté, sont abrogés :

- 1° article 13, § 2, 2° et 3°;
2° article 13, § 3, 2° et 3°.

Art. 5. Le présent arrêté est applicable à toutes les demandes introduites à partir de sa date d'entrée en vigueur.

Art. 6. Notre Ministre de la Fonction publique et Notre Ministre de l'Emploi sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

- Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.
Loi du 10 août 2001, *Moniteur belge* du 15 septembre 2001.
Arrêté royal du 7 mai 1999, *Moniteur belge* du 29 mai 1999.

— in het kader van de adoptie van een kind, gedurende een periode van vier jaar die loopt vanaf de inschrijving van het kind als deel uitmakend van zijn gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de ambtenaar zijn verblijfplaats heeft, en dit uiterlijk tot het kind acht jaar wordt.

Wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, wordt het recht op ouderschapsverlof toegekend uiterlijk tot het kind acht jaar wordt.

§ 4. Aan de voorwaarde van de zesde of de achtste verjaardag moet zijn voldaan uiterlijk gedurende de periode van het ouderschapsverlof.

§ 5. De ambtenaar die al genoten heeft van één of andere vorm van ouderschapsverlof voor het betrokken kind vooraleer hij het statuut van ambtenaar heeft verworven, kan voor hetzelfde kind niet meer genieten van de bepalingen van dit artikel.

§ 6. De aanvraagprocedure is dezelfde als deze die werd voorzien voor het bekomen van een volledige of halftijdse loopbaanonderbreking. Per aanvraag kan slechts één aaneengesloten periode van ouderschapsverlof worden gevraagd ».

Art. 4. In hetzelfde besluit worden opgeheven :

- 1° artikel 13, § 2, 2° en 3°;
2° artikel 13, § 3, 2° en 3°.

Art. 5. Dit besluit is van toepassing op alle aanvragen die worden ingediend vanaf de inwerkingtreding ervan.

Art. 6. Onze Minister van Werk en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

- Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.
Wet van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 15 september 2001.
Koninklijk besluit van 7 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 1999.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 632

[2007/22122]

**11 JANVIER 2007. — Arrêté royal
fixant les cadres linguistiques du Fonds des accidents du travail**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, modifié par les lois des 19 octobre 1998, 27 décembre 2004, 20 juillet 1998 et 4 avril 2006;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1999 fixant les cadres linguistiques du Fonds des accidents du travail;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 632

[2007/22122]

**11 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling
van de taalkaders van het Fonds voor Arbeidsongevallen**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, gewijzigd bij de wetten van 19 oktober 1998, 27 december 2004, 20 juli 2005 en 4 april 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1999 tot vaststelling van de taalkaders van het Fonds voor Arbeidsongevallen;